

**MESSAGE N° 278**  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi adaptant**  
**la loi sur la juridiction pénale des mineurs**  
**au droit pénal des mineurs**

29 août 2006

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi adaptant la loi sur la juridiction pénale des mineurs au droit pénal des mineurs.

## 1. GÉNÉRALITÉS

En parallèle à la révision totale des dispositions générales du code pénal et du code pénal militaire, les Chambres fédérales ont adopté, le 20 juin 2003, la nouvelle loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMin).

Les sanctions dont peuvent être passibles les mineurs font dorénavant l'objet d'une loi spécifique et ne sont ainsi plus comprises dans le code pénal. Cette loi tient compte des spécificités du droit pénal des mineurs, spécificités qui justifient deux réglementations matériellement distinctes (l'une pour les délinquants majeurs, l'autre pour les délinquants mineurs) et figurant dans des textes séparés. En effet, le droit pénal des mineurs met au centre de ses préoccupations la personne du jeune délinquant et non les faits punissables qu'il s'agit d'élucider.

Les innovations de cette nouvelle loi fédérale sont, dans les grandes lignes, les suivantes:

- le droit pénal des mineurs n'est plus réglementé par le code pénal, parallèlement au droit pénal des adultes;
- la majorité pénale chez les mineurs passe de sept à dix ans. Lorsque plusieurs infractions commises avant et après l'âge de 18 ans doivent être jugées en même temps, le code pénal est seul applicable, contrairement à la législation actuelle;
- l'idée directrice préconisant d'intégrer les délinquants mineurs par l'éducation est davantage mise en exergue;
- l'obligation de choisir entre les mesures et les peines est abandonnée;
- la suspension de la procédure aux fins de médiation pénale est introduite;
- le système des peines est élargi et assoupli (le catalogue des motifs d'exemption de peine est également allongé).

A l'instar de l'ancienne partie générale du code pénal, le nouveau droit pénal des mineurs règle certains principes d'ordre procédural qui contribuent dans une notable mesure à une application uniforme des dispositions matérielles du droit pénal des mineurs. Ces normes procédurales doivent être intégrées dans la loi sur la juridiction pénale des mineurs.

En conclusion, le présent projet de loi modifie pour l'essentiel la loi sur la juridiction pénale des mineurs dans le sens d'une adaptation pure et simple de la législation cantonale à la nouvelle réglementation fédérale, sans autres changements sur le fond, en attendant la future loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs qui est actuellement devant les Chambres fédérales. Le nouveau droit fédéral entraînera également une adaptation de l'ordonnance sur la médiation dans la juridiction pénale des mineurs.

Enfin, la loi sur la juridiction pénale des mineurs devra être revue, au cours de la prochaine législature, suite à l'élaboration d'une future loi sur le statut des magistrats.

## 2. COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

### **Art. 1** **Modification de la loi du 27 novembre 1973** **sur la juridiction pénale des mineurs** **[RSF 132.6]**

#### *Préambule*

Dans la mesure où la nouvelle Constitution cantonale du 16 mai 2004 est entrée en vigueur et que le code pénal n'est plus applicable en matière de droit pénal des mineurs, il y a lieu de modifier les «vu» de la loi sur la juridiction pénale des mineurs afin d'y indiquer les nouvelles références, à savoir l'article 123 de la nouvelle Constitution cantonale et la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs.

#### *Art. 1*

Il s'agit de s'adapter au nouveau droit pénal des mineurs qui renonce à sanctionner pénalement les enfants âgés de moins de 10 ans.

#### *Art. 24*

On enlève la référence au code pénal pour la remplacer par une référence au droit pénal des mineurs.

#### *Art. 25*

##### Alinéa 1

Cet article règle la compétence du Président lorsqu'il siège comme juge unique. Il s'agit de l'adapter aux peines prévues par le nouveau droit pénal des mineurs. Ainsi, l'ajournement des sanctions et les arrêts scolaires sont supprimés. Par ailleurs, la terminologie de certaines peines a changé et il convient d'adapter la loi cantonale en conséquence.

On profite par ailleurs de cette modification pour augmenter la compétence du Président en matière de privation de liberté. Jusqu'à ce jour, il était compétent pour ordonner une privation de liberté de 14 jours; il le sera désormais pour 30 jours. Cette augmentation correspond à la logique du nouveau droit pénal des mineurs. En effet l'article 95 du code pénal prévoyait que l'autorité de jugement pouvait infliger à un adolescent une peine de détention pour une durée de un jour à un an. Le nouveau droit pénal des mineurs maintient la même compétence pour les mineurs de 15 ans, mais l'étend, pour ceux de 16 à 18 ans, à un maximum de quatre ans.

L'introduction de nouvelles normes en droit pénal des mineurs marque une volonté de durcissement de la part du législateur fédéral à l'égard des mineurs. La peine qu'il est possible de prononcer est multipliée par quatre; cela entraînera certainement de la part des autorités un durcissement dans les peines. La tendance en matière de délinquance juvénile est à une augmentation des actes de violence, parfois graves, souvent gratuits, actes qui méritent des sanctions sévères.

Par ailleurs, la future loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs, qui est actuellement devant les

Chambres fédérales, va encore plus loin que le droit cantonal. Elle prévoit en effet que le juge unique est compétent pour ordonner une peine privative de liberté jusqu'à trois mois.

#### Alinéa 2

On enlève la référence au code pénal pour la remplacer par une référence au droit pénal des mineurs.

#### Alinéa 3

Le droit pénal des mineurs prévoit que l'autorité de jugement est également compétente pour convertir les prestations personnelles et les privations de liberté. Il convient donc d'adapter cet alinéa au nouveau droit fédéral.

#### **Art. 30a (nouveau)**

Le nouveau droit pénal des mineurs accorde au mineur ou à son représentant légal, pendant les procédures d'instruction et de jugement, le droit de se pourvoir d'un défenseur.

Ce droit doit être ancré dans la législation cantonale.

On rappelle au surplus l'article 28 LJPM, qui prévoit que le code de procédure pénale (CPP) est applicable, sous réserve des règles dérogatoires ou complémentaires de la LJPM. Par conséquent, l'article 35 CPP (défense nécessaire), qui prévoit qu'un prévenu doit être pourvu d'un défenseur devant les autorités de jugement lorsque la comparution du Ministère public est obligatoire ou dans les autres cas où le magistrat qui dirige la procédure l'estime nécessaire, s'applique également devant la juridiction pénale des mineurs.

#### **Art. 31**

Cette modification n'appelle pas de commentaire.

#### **Art. 36 à 38b: Mesures de contrainte**

On rappelle que le principe de l'union personnelle entre le juge des mineurs comme autorité d'instruction, de jugement et d'exécution est un principe fondamental du droit pénal des mineurs. Il est d'ailleurs repris dans le système de la future procédure fédérale applicable aux mineurs (actuellement devant les Chambres fédérales). On estime que l'action de la justice des mineurs doit être considérée dans sa globalité, comme un processus allant de l'ouverture de l'instruction jusqu'au terme de la procédure.

#### **Art. 37**

Il s'agit d'adapter l'alinéa premier à la nouvelle terminologie du droit pénal des mineurs qui ne prévoit plus la distinction entre «enfant» et «adolescent».

#### **Art. 38a**

On enlève la référence au code pénal pour la remplacer par une référence au droit pénal des mineurs.

#### **Art. 38b**

Il s'agit d'une adaptation à la nouvelle terminologie du droit pénal des mineurs.

#### **Art. 39a**

Le nouveau droit pénal des mineurs est plus restrictif que la loi sur la juridiction pénale des mineurs l'était jusqu'à

présent en matière de médiation pénale. En effet, la loi cantonale prévoyait que toutes les affaires, crimes ou délits sans restriction, pouvaient a priori être envoyées en médiation, sur appréciation du juge et des parties en présence. De plus, cette médiation pouvait intervenir à tous les stades de la procédure, instruction, jugement et exécution.

Le nouveau droit pénal des mineurs, quant à lui, prévoit en effet, à son article 8, l'envoi en médiation uniquement lorsque:

- il n'y a pas lieu de prendre de mesures de protection ou que l'autorité civile a déjà ordonné les mesures appropriées;
- les conditions d'exemption de la peine de l'article 21 al. 1 DPMIn ne sont pas remplies;
- les faits sont pour l'essentiel établis;
- l'on n'est pas en présence d'un crime vraisemblablement passible d'une peine de privation de liberté ferme au sens de l'article 25 DPMIn;
- toutes les parties et leurs représentants légaux sont d'accord.

De plus, la conséquence d'une médiation aboutie, dans le nouveau droit pénal des mineurs, étant le classement avec force exécutoire, cette procédure ne peut intervenir qu'au stade de l'instruction et du jugement, mais non plus de l'exécution.

Il convient dès lors d'adapter la loi cantonale aux nouvelles règles fédérales.

Rappelons enfin qu'à teneur de l'article 31 LJPM (instruction qualifiée), le Ministère public peut soutenir l'accusation devant la Chambre pénale des mineurs, ce qui lui confère la qualité de partie dans ces cas. La jurisprudence du Tribunal cantonal a en outre précisé, sur la base de cet article 31 LJPM, que le Ministère public avait qualité de partie dans les procédures ouvertes pour des infractions particulièrement graves (ATC du 30 avril 2002, CAP 7/02). L'article 8 DPMIn faisant dépendre le processus de médiation de l'accord des parties, le Ministère public devra également donner son accord dans les cas d'une certaine gravité.

#### **Art. 40**

On enlève la référence au code pénal pour la remplacer par une référence au droit pénal des mineurs.

#### **Art. 45**

Le nouveau droit pénal des mineurs prévoit que les débats peuvent être publics à certaines conditions (à savoir si le mineur l'exige et qu'aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose ou si l'intérêt public le commande, art. 39 al. 2 DPMIn); il convient donc d'adapter notre législation cantonale.

#### **Art. 46**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, la possibilité de recourir contre les décisions de renvoi en jugement a été supprimée (abrogation de l'ancien article 166 CPP). Il n'y a donc plus besoin de laisser trente jours au Ministère public pour aviser le président du fait qu'il entend comparaître aux débats. Dix jours lui suffisent pour donner cet avis.

#### Art. 50

Cette modification vise deux points.

Tout d'abord, elle sort des frais de procédure les frais de garde et de mise en observation car, selon le droit fédéral, ces frais doivent être considérés comme des frais d'exécution même s'ils interviennent durant la procédure. Le sort de ces frais sera donc réglé à l'article 80 LJPM, où ils seront ajoutés à la liste.

Ensuite, elle y intègre les frais de défense d'office. L'article 40 al. 3 du droit pénal des mineurs prévoit en effet que ces frais peuvent être mis en tout ou partie à la charge du mineur ou de ses parents, s'ils sont en état de payer.

#### Art. 74

Dans la mesure où l'exécution des jugements est en partie réglée par le droit pénal des mineurs, il y a lieu de tracer l'adverbe «exclusivement».

#### Art. 75

A l'alinéa 1, on enlève la référence au code pénal pour la remplacer par une référence au droit pénal des mineurs et à l'alinéa 2, on s'adapte à la nouvelle terminologie qui ne parle plus de patronage.

Par ailleurs, on supprime l'ancien alinéa 3 qui listait les cas dans lesquels le Président était l'autorité d'exécution. Ces références n'ont pas à figurer dans la loi, cela d'autant plus qu'elles découlent du droit pénal des mineurs. Il s'agit des articles 23 al. 5 (prestation personnelle), 24 al. 2 et 3 (amende), 27 al. 5 (accompagnement), 28 al. 1 et 3 (libération conditionnelle), 29 (délai d'épreuve) et 31 al. 1 et 3 (échec à la mise à l'épreuve) du droit pénal des mineurs.

#### Art. 78

Cette modification adapte la loi cantonale à la nouvelle terminologie du droit pénal des mineurs. L'on ne parle plus de patronage mais d'*accompagnement*. Par ailleurs, référence est faite à la disposition topique du droit pénal des mineurs.

#### Art. 80

Comme dit plus haut, les frais de garde et de mise en observation ou de placement provisionnel, ordonnés durant la procédure, ne peuvent plus être considérés comme des frais de procédure, mais sont des frais d'exécution. De tels frais peuvent être très élevés et s'expliquent par le fait que la mesure de protection a été mise en œuvre de manière anticipée ainsi que par la nécessité d'établir exactement les besoins du mineur en matière d'éducation. Ces frais, à l'instar de ceux de l'exécution de la sanction infligée, doivent être supportés par le canton dans lequel le mineur avait son domicile lors de l'ouverture de la procédure. Ils peuvent être mis à la charge du mineur ou de ses parents conformément à l'article 43 al. 4 et 5 du droit pénal des mineurs (à savoir que, al. 4, les parents participent aux frais des mesures de protection dans le cadre de leur obligation d'entretien de l'article 276ss du code civil et que, al. 5, si le mineur dispose d'un revenu régulier de part son travail ou d'une fortune, il peut être astreint à participer dans une juste proportion aux frais d'exécution).

Enfin, il convient de s'adapter à la nouvelle terminologie des peines et de supprimer celles qui n'existent plus (cf. modifications faites à l'art. 25 LJPM).

#### Art. 2 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de cette loi. Elle entrera en vigueur en même temps que la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs, le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

### 3. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Le présent projet n'a pas d'incidences financières propres; il adapte simplement le droit cantonal au nouveau droit fédéral.

En revanche, l'application du droit de fond aura des répercussions financières importantes, difficilement chiffrables en l'état. En effet, le nouveau droit fédéral contient des dispositions qui sont de nature à occasionner des frais supplémentaires pour les cantons. A ce titre, on peut citer le renforcement des droits des parties, notamment des droits de la défense (augmentation de la présence d'avocats dans les procédures, augmentation par voie de conséquence des défenses d'office), le recours systématique à une expertise médicale ou psychologique avant d'ordonner un placement même à titre provisionnel, la mise à charge des cantons des frais d'exécution des mesures de protection (sauf éventuelle participation des parents dans les limites de leur obligation d'entretien), l'obligation de faire effectuer les mesures de détention préventive ou de privation de liberté dans des établissements particuliers destinés exclusivement aux mineurs (ces établissements devront être construits par les cantons dans les 10 ans à venir) ou encore l'augmentation des frais d'exécution due à la prolongation de la durée de détention envisageable.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi.

29. August 2006

**BOTSCHAFT Nr. 278**  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Entwurf des Gesetzes zur Anpassung**  
**des Gesetzes über die Jugendstrafrehtspflege**  
**an das Jugendstrafgesetz**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Entwurf eines Gesetzes zur Anpassung des Gesetzes über die Jugendstrafrehtspflege an das Jugendstrafgesetz.

#### 1. ALLGEMEINES

Parallel zur Totalrevision der allgemeinen Bestimmungen des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzes haben die Bundeskammern am 20. Juni 2003 das neue Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht (Jugendstrafgesetz, JStG) angenommen.

Die Sanktionen, die gegen Jugendliche verhängt werden können, sind nun in einem separaten Gesetz enthalten und bilden somit nicht mehr Bestandteil des Strafgesetzbuches. Dieses Gesetz trägt den spezifischen Gegebenheiten des Jugendstrafrechts Rechnung, die zwei materiell unterschiedliche (die eine für volljährige Straftäter, die andere für minderjährige Straftäter) und in zwei separaten Erlassen aufgeführte Regelungen rechtfertigen. In der Tat stellt das Jugendstrafrecht die Sorge um die Person des jugendlichen Delinquenten und nicht die Straftaten, die zu ermitteln es gilt, in den Vordergrund.

Die Neuheiten dieses neuen Bundesgesetzes lassen sich in groben Zügen wie folgt zusammenfassen:

- Das Jugendstrafrecht ist nicht mehr im Strafgesetzbuch, parallel zum Strafrecht für Erwachsene, geregelt;
- Das strafrechtliche Mündigkeitsalter Jugendlicher wird von sieben auf zehn Jahre erhöht. Sind gleichzeitig vor Vollendung des 18. Altersjahres des Jugendlichen und nach Erreichen dieses Alters begangene Straftaten zu beurteilen, gelangt einzig das Strafgesetzbuch zur Anwendung, dies im Gegensatz zur gegenwärtig anwendbaren Gesetzgebung;
- Der Leitgedanke, jugendliche Delinquenten mit Erziehungsmassnahmen wieder zu integrieren, wird verstärkt in den Vordergrund gestellt;
- Es braucht nicht mehr gewählt zu werden zwischen Massnahmen und Strafen;
- Die vorläufige Einstellung des Verfahrens zum Zwecke der Strafmediation wird eingeführt;
- Das System der Strafen wird erweitert und gelockert (ebenfalls wird die Liste der Strafbefreiungsgründe verlängert).

Wie der alte allgemeine Teil des Strafgesetzbuches regelt das neue Jugendstrafgesetz gewisse Grundsätze prozessrechtlicher Art, die in gewichtigem Masse zu einer einheitlichen Anwendung der materiellen Bestimmungen des Jugendstrafrechts beitragen. Diese Verfahrensbestimmungen müssen in das Gesetz über die Jugendstrafrechtspflege integriert werden.

Zusammenfassend hat dieser Gesetzesentwurf hauptsächlich eine Änderung des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege im Sinne einer reinen Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die neue Bundesregelung, ohne weitere grundlegende Änderungen, zur Folge. Dies geschieht in Erwartung des geplanten Bundesgesetzes über das schweizerische Jugendstrafverfahren, das zur Zeit vor den Bundeskammern hängig ist. Das neue Bundesrecht wird ebenfalls eine Anpassung der Verordnung über die Mediation in der Jugendstrafrechtspflege nach sich ziehen.

Schliesslich wird das Gesetz über die Jugendstrafrechtspflege nochmals im Laufe der nächsten Legislaturperiode einer Überprüfung unterzogen werden müssen, dies nach der Ausarbeitung eines geplanten Gesetzes über die Stellung der Magistraten.

## 2. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN BESTIMMUNGEN

### Art. 1 Änderung des Gesetzes vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege [SGF 132.6]

#### *Ingress*

Da die neue kantonale Verfassung vom 16. Mai 2004 in Kraft getreten ist und das Strafgesetzbuch im Bereich des Jugendstrafrechts nicht mehr anwendbar ist, müssen die im Gesetz über die Jugendstrafrechtspflege enthaltenen Verweisungen auf diese Erlasse geändert und durch die Bezeichnung der neuen Referenzen, nämlich Artikel 123 der neuen kantonalen Verfassung und das Bundesgesetz vom 20. Juni 2003 über das Jugendstrafrecht ersetzt werden.

### Art. 1

Hier geht es um eine Anpassung an das neue Jugendstrafgesetz, welches auf eine Bestrafung von Kindern unter 10 Jahren verzichtet.

### Art. 24

Die Verweisung auf das Strafgesetzbuch wird durch eine Verweisung auf das Jugendstrafgesetz ersetzt.

### Art. 25

#### Absatz 1

Dieser Artikel regelt die Zuständigkeit des Präsidenten, wenn er als Einzelrichter tätig ist. Er muss angepasst werden an die im neuen Jugendstrafrecht vorgesehenen Strafen. Dergestalt werden der Aufschub einer Strafe und der Schularrest aufgehoben. Ausserdem hat die Terminologie für gewisse Strafen geändert, sodass das kantonale Gesetz entsprechend anzupassen ist.

Bei dieser Gelegenheit wird auch die Zuständigkeit des Präsidenten im Bereich der Freiheitsentziehung erweitert. Bislang war er befugt, einen Freiheitsentzug bis zu 14 Tagen als Strafe zu verhängen; er wird nunmehr die Kompetenz haben, einen Freiheitsentzug bis zu 30 Tagen anzuordnen. Die Verlängerung der Dauer entspricht der Logik des neuen Jugendstrafgesetzes. In der Tat sah Artikel 95 des Strafgesetzbuches vor, dass die urteilende Behörde den Jugendlichen mit einer Einschliessung für die Dauer von einem Tag bis zu einem Jahr bestrafen konnte. Das neue Jugendstrafgesetz hält diese Zuständigkeit aufrecht, soweit es um Jugendliche ab dem 15. Altersjahr geht, weitet diese jedoch aus, indem ein Freiheitsentzug von bis zu vier Jahren angeordnet werden kann, wenn Jugendliche zwischen 16 und 18 Jahren betroffen sind.

Die Einführung neuer Normen im Jugendstrafrecht setzt ein Zeichen für die Absicht des Bundesgesetzgebers, gegenüber Jugendlichen härter vorzugehen. Die Strafe, die verhängt werden kann, wird vervierfacht; dies wird mit Sicherheit härtere Strafen von Seiten der Behörden zur Folge haben. Die Tendenz bei der Jugendstraffälligkeit geht hin zu einer Zunahme von manchmal schwer wiegenden, oftmals sinnlosen Gewaltakten, die hart bestraft werden müssen.

Im Übrigen geht das vor den Bundeskammern hängige Bundesgesetz über das schweizerische Jugendstrafverfahren noch weiter als das kantonale Recht. Es sieht vor, dass der Einzelrichter befugt ist, einen Freiheitsentzug bis zu drei Monaten anzuordnen.

#### Absatz 2

Die Verweisung auf das Strafgesetzbuch wird durch eine Verweisung auf das Jugendstrafgesetz ersetzt.

#### Absatz 3

Gemäss Jugendstrafgesetz ist die urteilende Behörde ebenfalls zuständig, um die persönlichen Leistungen und die Freiheitsentzüge umzuwandeln. Es ist folglich angebracht, diesen Absatz an das neue Bundesrecht anzupassen.

### Art. 30a (neu)

Das neue Jugendstrafgesetz räumt dem Jugendlichen oder seinem gesetzlichen Vertreter das Recht ein,

während des Untersuchungs- oder des Urteilsverfahrens einen Verteidiger zu bestellen.

Dieses Recht ist in der kantonalen Gesetzgebung zu verankern.

Ausserdem ist auf Artikel 28 JSRG zu verweisen, welcher vorsieht, dass unter Vorbehalt der abweichenden oder ergänzenden Bestimmungen des JSRG die Strafprozessordnung (StPO) anwendbar ist. Folglich ist der Artikel 35 StPO (notwendige Verteidigung), der vorschreibt, dass jeder Beschuldigte einen Verteidiger haben muss vor den urteilenden Behörden, wenn die Staatsanwaltschaft zum Erscheinen verpflichtet ist oder in den übrigen Fällen, in denen der Verfahrensleiter dies als nötig erachtet, auch in der Jugendstrafrechtspflege Anwendung findet.

#### **Art. 31**

Diese Änderung bedarf keiner Bemerkung.

#### **Art. 36–38b: Zwangsmassnahmen**

Es ist daran zu erinnern, dass es sich beim Umstand, dass hinsichtlich der Funktionen des Jugendrichters als Ermittlungs-, Urteils- und Vollzugsbehörde Personalunion herrscht, um ein grundlegendes Prinzip des Jugendstrafrechts handelt. Es wird im Übrigen im System des künftigen (zur Zeit vor den Bundeskammern hängigen) Bundesgesetzes über das schweizerische Jugendstrafverfahren weitergeführt. Es wird erachtet, dass das Einschreiten der Justiz gegenüber Jugendlichen in seiner Gesamtheit betrachtet werden muss, als ein Prozess, der sich erstreckt von der Eröffnung des Ermittlungsverfahrens an bis zum Abschluss des Verfahrens.

#### **Art. 37**

Es geht hier darum, den ersten Absatz der neuen Terminologie des Jugendstrafgesetzes anzupassen, welches keine Unterscheidung mehr zwischen den Begriffen «Kind» und «Jugendlicher» macht.

#### **Art. 38a**

Die Verweisung auf das Strafgesetzbuch wird durch eine Verweisung auf das Jugendstrafgesetz ersetzt.

#### **Art. 38b**

Es geht hier um eine Anpassung an die neue Terminologie des Jugendstrafgesetzes.

#### **Art. 39a**

Im Bereich der Mediation in Strafsachen ist das neue Jugendstrafrecht einschränkender als es das Gesetz über die Jugendstrafrechtspflege bis anhin war. In der Tat sah das kantonale Gesetz vor, dass in allen Angelegenheiten, selbst bei Verbrechen oder Vergehen, zum vornherein ein Mediator beigezogen werden konnte, je nach Gutdünken des Richters oder der anwesenden Parteien. Zudem konnte eine solche Mediation in jedem Stand des Verfahrens, der Untersuchung, des Urteils und der Vollstreckung erfolgen.

Das neue Jugendstrafgesetz sieht seinerseits in Artikel 8 die Durchführung des Mediationsverfahrens vor, einzig wenn:

- Schutzmassnahmen nicht notwendig sind oder die Behörde des Zivilrechts bereits geeignete Massnahmen angeordnet hat;

- die Voraussetzungen für eine Strafbefreiung nach Artikel 21 Abs. 1 JStG nicht erfüllt sind;
- die Tatumstände im Wesentlichen geklärt sind;
- kein Verbrechen vorliegt, das voraussichtlich mit einem unbedingten Freiheitsentzug nach Artikel 25 geahndet würde;
- alle Parteien und ihre gesetzlichen Vertreter damit einverstanden sind.

Da ausserdem im neuen Jugendstrafgesetz die Folge einer erfolgreich durchgeführten Mediation die rechtskräftige Einstellung des Verfahrens ist, kann ein Mediationsverfahren nur im Stand der Untersuchung und des Urteils, nicht aber mehr in der Phase der Vollstreckung erfolgen.

Das kantonale Gesetz ist somit an die neue Bundesregelung anzupassen.

Schliesslich ist noch daran zu erinnern, dass nach dem Wortlaut von Artikel 31 JSRG (qualifizierte Untersuchung) die Staatsanwaltschaft die Anklage vor der Jugendstrafkammer vertreten kann, was ihr in diesem Fall die Stellung einer Partei verleiht. Das Kantonsgericht hat zudem auf der Grundlage dieses Artikels 31 JSRG in seiner Rechtsprechung präzisiert, dass der Staatsanwaltschaft die Stellung einer Partei zukommt in Verfahren, die für besonders schwer wiegende Widerhandlungen eröffnet werden (Entscheid des Kantonsgerichts vom 30. April 2002, Strafpappellationshof 7/02). Da der Artikel 8 JStG die Durchführung des Mediationsverfahrens abhängig macht vom Einverständnis der Parteien, wird die Staatsanwaltschaft in Fällen, die ein gewisses Schwergewicht erreichen, ebenfalls ihre Zustimmung dazu erteilen müssen.

#### **Art. 40**

Die Verweisung auf das Strafgesetzbuch wird durch eine Verweisung auf das Jugendstrafgesetz ersetzt.

#### **Art. 45**

Das neue Jugendstrafgesetz sieht vor, dass die Verhandlungen unter bestimmten Voraussetzungen öffentlich sein können (nämlich wenn der Jugendliche dies verlangt und dem Begehren keine höherwertigen Interessen entgegenstehen oder das öffentliche Interesse es erfordert, Art. 39 Abs. 2 JStG); eine Anpassung unserer kantonalen Gesetzgebung ist daher angebracht.

#### **Art. 46**

Seit dem 1. Januar 2006 kann die Überweisungsverfügung nicht mehr angefochten werden (Aufhebung des alten Artikels 166 StPO). Es besteht somit keine Veranlassung mehr, der Staatsanwaltschaft eine Frist von dreissig Tagen einzuräumen, um dem Präsidenten ihre beabsichtigte Teilnahme an den Verhandlungen anzukündigen. Hierfür genügen zehn Tage.

#### **Art. 50**

Diese Änderung bezieht sich auf zwei Punkte.

Zunächst nimmt sie die Unterbringungs- und die Beobachtungskosten aus den Verfahrenskosten heraus, da diese Kosten gemäss Bundesrecht als Vollstreckungskosten zu betrachten sind, auch wenn sie während des Verfahrens anfallen. Die Regelung dieser Kosten wird somit

in Artikel 80 des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege erfolgen, wo sie in der Liste hinzugefügt werden. Ausserdem integriert sie in die Verfahrenskosten die Kosten der amtlichen Verteidigung. Artikel 40 Abs. 3 des Jugendstrafgesetzes sieht in der Tat vor, dass diese Kosten vollständig oder teilweise dem Jugendlichen oder seinen Eltern, wenn diese über die nötigen Mittel verfügen, auferlegt werden können.

#### **Art. 74**

Insoweit der Vollzug der Urteile zum Teil im Jugendstrafgesetz geregelt ist, ist das Adverb «ausschliesslich» zu streichen.

#### **Art. 75**

In Absatz 1 wird die Verweisung auf das Strafgesetzbuch entfernt und durch eine Verweisung auf das Jugendstrafgesetz ersetzt, und in Absatz 2 erfolgt eine Anpassung an die neue Terminologie, die den Begriff Schutzaufsicht nicht mehr kennt.

Ausserdem wird der Absatz 3 gestrichen, der eine Auflistung der Fälle enthielt, in denen der Präsident als Vollzugsbehörde amtierte. Diese Verweisungen haben nicht im Gesetz aufgeführt zu sein, umso mehr, als sie sich aus dem Jugendstrafgesetz ergeben. Es geht hierbei um die Artikel 23 Abs. 5 (persönliche Leistung), 24 Abs. 2 und 3 (Busse), 27 Abs. 5 (Begleitung), 28 Abs. 1 und 3 (bedingte Entlassung), 29 (Probezeit) und 31 Abs. 1 und 3 (Nichtbewährung) des Jugendstrafgesetzes.

#### **Art. 78**

Diese Änderung erfolgt zur Anpassung des kantonalen Gesetzes an die neue Terminologie des Jugendstrafrechts. Es wird nicht mehr von Schutzaufsicht, sondern von *Begleitung* gesprochen. Ausserdem wird auf die einschlägige Bestimmung des Jugendstrafgesetzes verwiesen.

#### **Art. 80**

Wie oben erwähnt, können die Kosten für die Unterbringung und die Beobachtung oder die vorläufige Unterbringung, welche Massnahmen während des Verfahrens angeordnet werden können, nicht mehr als Verfahrenskosten betrachtet werden, da es Vollzugskosten sind. Solche Kosten können sehr hoch sein. Sie lassen sich damit erklären, dass es sich um eine vorgezogene Schutzmassnahme handelt, und dass es notwendig ist, genau abzuklären, welcher Art die Bedürfnisse des Jugendlichen im Erziehungsbereich sind. Diese Kosten müssen genauso gleich wie die Kosten für den Vollzug der verhängten Strafe, vom Kanton übernommen werden, in dem der Jugendliche zum Zeitpunkt der Eröffnung des Verfahrens seinen Wohnsitz hatte. Sie können gemäss Artikel 43 Abs. 4 und 5 des Jugendstrafgesetzes dem Jugendlichen oder seinen Eltern auferlegt werden (da gemäss Abs. 4 die Eltern im Rahmen ihrer Unterhaltspflicht nach

Art. 276 ff. des Zivilgesetzbuches die Kosten der Schutzmassnahmen mitzutragen haben und gemäss Abs. 5 der Jugendliche zu einem angemessenen Beitrag an die Kosten des Vollzugs verpflichtet werden kann, wenn er über ein regelmässiges Erwerbseinkommen oder über Vermögen verfügt).

Schliesslich gilt es, sich an die neuen Bezeichnungen der Strafen anzupassen und jene zu streichen, die nicht mehr existieren (vgl. die in Art. 25 des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege vorgenommenen Änderungen).

#### **Art. 2 Inkrafttreten**

Der Staatsrat legt das Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes fest. Es wird zum gleichen Zeitpunkt wie das Bundesgesetz vom 20. Juni 2003 über das Jugendstrafrecht, am 1. Januar 2007, in Kraft treten.

### **3. AUSWIRKUNGEN AUF FINANZIELLER UND PERSONELLER EBENE**

Dieser Entwurf hat keine eigenen finanziellen Auswirkungen; er beinhaltet lediglich eine Anpassung des kantonalen Rechts an das neue Bundesrecht.

Hingegen wird die Umsetzung des materiellen Rechts bedeutende finanzielle Auswirkungen haben, die im Moment nur schwer bezifferbar sind. In der Tat umfasst das neue Bundesrecht Bestimmungen, die geeignet sind, den Kantonen zusätzliche Kosten zu verursachen. Hierzu gehört die Verstärkung der Rechte der Parteien, namentlich der Verteidigungsrechte (vermehrte Präsenz von Anwälten im Verfahren, konsequenterweise Zunahme der Fälle mit amtlicher Verteidigung), der systematische Rückgriff auf ein medizinisches oder psychologisches Gutachten vor der Anordnung einer – selbst provisorischen – Einweisung, die Belastung der Kantone mit den Kosten für den Vollzug von Schutzmassnahmen (ausgenommen bei allfälliger Beteiligung der Eltern im Rahmen ihrer Unterhaltspflicht), die Verpflichtung, Massnahmen der Untersuchungshaft oder der Freiheitsentziehung in besonderen, ausschliesslich für Jugendliche bestimmten Einrichtungen vollziehen zu lassen (diese Einrichtungen werden von den Kantonen in den kommenden 10 Jahren gebaut werden müssen) oder auch die durch die zu erwartende Verlängerung der Inhaftierung entstehende Erhöhung der Strafvollzugskosten.

Wir beantragen Ihnen, diesen Gesetzesentwurf anzunehmen.

## Loi

*du*

### **adaptant la loi sur la juridiction pénale des mineurs au droit pénal des mineurs**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMin);

Vu le message du Conseil d'Etat du 29 août 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### **Art. 1** Modifications

La loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6) est modifiée comme il suit:

*Vu*

*Remplacer les références à la Constitution cantonale et au code pénal par:*

Vu l'article 123 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMin);

#### **Art. 1** I. Champ d'application

La présente loi s'applique à quiconque commet un acte punissable entre 10 et 18 ans (art. 3 DPMin).

## Gesetz

*vom*

### **zur Anpassung des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege an das Jugendstrafgesetz**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht (Jugendstrafgesetz, JStG) vom 20. Juni 2003;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 29. August 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1** Änderungen

Das Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6) wird wie folgt geändert:

*gestützt auf*

*die Verweise auf die Staatsverfassung und auf das Strafgesetzbuch ersetzen durch:*

gestützt auf Artikel 123 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht (Jugendstrafgesetz, JStG) vom 20. Juni 2003;

#### **Art. 1** I. Geltungsbereich

Dieses Gesetz gilt für Personen, die zwischen dem vollendeten 10. und dem vollendeten 18. Altersjahr eine mit Strafe bedrohte Tat begangen haben (Art. 3 JStG).

#### **Art. 24**

*Remplacer les mots «le code pénal» par «le droit pénal des mineurs».*

#### **Art. 25 al. 1, 2 et 3**

<sup>1</sup> Le président siégeant comme juge unique est compétent pour prendre les mesures et infliger les peines suivantes:

- a) la surveillance (art. 12 DPMIn);
- b) l'assistance personnelle (art. 13 DPMIn);
- c) le traitement ambulatoire (art. 14 DPMIn);
- d) la réprimande (art. 22 DPMIn);
- e) une prestation personnelle sous la forme d'une astreinte au travail jusqu'à vingt jours ou d'une participation à des cours (art. 23 DPMIn);
- f) l'amende jusqu'à 500 francs (art. 24 DPMIn);
- g) la privation de liberté jusqu'à trente jours (art. 25 DPMIn).

<sup>2</sup> Il est en outre compétent pour décider de renoncer à prononcer une peine, conformément au droit pénal des mineurs.

<sup>3</sup> Dans les cas qu'il a lui-même jugés, il est compétent, conformément au droit pénal des mineurs, pour convertir les amendes (art. 24 al. 5 DPMIn), les prestations personnelles (art. 23 al. 6 DPMIn) et les privations de liberté (art. 26 DPMIn).

#### **Art. 30a (nouveau) b) Défense**

Le mineur ou ses représentants légaux ont droit de se pourvoir d'un défenseur, conformément à l'article 40 du droit pénal des mineurs.

#### **Art. 31 titre médian**

*Remplacer la lettre «b)» par «c)».*

#### **Art. 37 al. 1**

<sup>1</sup> La garde à vue d'un mineur de moins de 15 ans révolus ne peut excéder six heures, celle d'un mineur de plus de 15 ans, douze heures.

#### **Art. 24**

*Den Ausdruck «im Strafgesetzbuch» durch «im Jugendstrafgesetz» ersetzen.*

#### **Art. 25 Abs. 1, 2 und 3**

<sup>1</sup> Der Präsident als Einzelrichter ist zuständig, folgende Massnahmen anzuordnen und Strafen zu verhängen:

- a) Aufsicht (Art. 12 JStG);
- b) Persönliche Betreuung (Art. 13 JStG);
- c) Ambulante Behandlung (Art. 14 JStG);
- d) Verweis (Art. 22 JStG);
- e) Verpflichtung zu einer persönlichen Arbeitsleistung bis zu 20 Tagen oder zur Teilnahme an einem Kurs (Art. 23 JStG);
- f) Busse bis zu 500 Franken (Art. 24 JStG);
- g) Freiheitsentzug bis zu dreissig Tagen (Art. 25 JStG).

<sup>2</sup> Er ist ausserdem befugt, gemäss dem Jugendstrafgesetz von einer Bestrafung abzusehen.

<sup>3</sup> In den von ihm selbst abgeurteilten Fällen ist er gemäss dem Jugendstrafgesetz zur Umwandlung der Bussen (Art. 24 Abs. 5 JStG), der persönlichen Leistungen (Art. 23 Abs. 6 JStG) und der Freiheitsentzüge (Art. 26 JStG) zuständig.

#### **Art. 30a (neu) b) Verteidigung**

Der Jugendliche oder seine gesetzlichen Vertreter haben das Recht, gemäss Artikel 40 des Jugendstrafgesetzes einen Verteidiger zu bestellen.

#### **Art. 31 Artikelüberschrift**

*Den Buchstaben «b)» durch «c)» ersetzen.*

#### **Art. 37 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Polizeigewahrsam darf bei einem Jugendlichen, der das 15. Altersjahr nicht vollendet hat, nicht länger als 6 Stunden und bei einem über 15 Jahre alten Jugendlichen nicht länger als 12 Stunden dauern.



**Art. 38a**

*Remplacer les mots «des articles 83 et 90 du code pénal suisse» par «de l'article 9 du droit pénal des mineurs».*

**Art. 38b titre médian**

*Remplacer le mot «provisoire» par «à titre provisionnel».*

**Art. 39a** Médiation

Le juge peut recourir, dans les limites des articles 8 et 21 al. 3 du droit pénal des mineurs, à un médiateur pénal au stade de l'instruction ou du jugement.

**Art. 40 al. 1**

*Remplacer les mots «les articles 83 et 90 du code pénal suisse» par «les articles 5 et suivants du droit pénal des mineurs».*

**Art. 45 al. 1**

<sup>1</sup> Les débats se déroulent à huis clos, sous réserve des exceptions prévues à l'article 39 al. 2 du droit pénal des mineurs.

**Art. 46**

*Remplacer le mot «trente» par «dix».*

**Art. 50** Frais de procédure  
a) Notion

Les frais de procédure comprennent, outre ceux qui sont prévus à l'article 228 du code de procédure pénale, les frais de défense d'office, conformément à l'article 40 du droit pénal des mineurs.

**Art. 74**

*Supprimer le mot «exclusivement».*

**Art. 38a**

*Den Ausdruck «der Artikel 83 und 90 des Schweizerischen Strafgesetzbuches» durch «des Artikels 9 des Jugendstrafgesetzes» ersetzen.*

**Art. 38b Artikelüberschrift**

*Den Ausdruck «vorläufige» durch «vorsorgliche» ersetzen.*

**Art. 39a** Mediation

Der Richter kann in den Grenzen der Artikel 8 und 21 Abs. 3 des Jugendstrafgesetzes im Stadium der Untersuchung oder des Urteils einen Mediator in Strafsachen beziehen.

**Art. 40 Abs. 1**

*Den Ausdruck «den Artikeln 83 und 90 des Schweizerischen Strafgesetzbuches» durch «den Artikeln 5 und folgende des Jugendstrafgesetzes» ersetzen.*

**Art. 45 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Verhandlung findet unter Ausschluss der Öffentlichkeit statt. Die Ausnahmen nach Artikel 39 Abs. 2 des Jugendstrafgesetzes bleiben vorbehalten.

**Art. 46**

*Den Ausdruck «dreissig» durch «10» ersetzen.*

**Art. 50** Verfahrenskosten  
a) Begriff

Die Verfahrenskosten umfassen neben den Kosten nach Artikel 228 der Strafprozessordnung die Kosten der amtlichen Verteidigung gemäss Artikel 40 des Jugendstrafgesetzes.

**Art. 74**

*Den Ausdruck «ausschliesslich» streichen.*

**Art. 75** II. Autorité d'exécution

<sup>1</sup> Le président de la Chambre est l'autorité d'exécution au sens du droit pénal des mineurs.

<sup>2</sup> Pour l'exécution des mesures et des peines, il dispose du Service.

**Art. 78 titre médian et al. 1**

V. Accompagnement

<sup>1</sup> L'accompagnement des mineurs, au sens de l'article 29 al. 3 du droit pénal des mineurs, est exercé en principe par le Service, auquel le président donne les instructions utiles.

**Art. 80 al. 1**

<sup>1</sup> Les frais d'exécution (garde, observation, privation de liberté, placement, traitement ambulatoire) sont supportés par le mineur et par ses parents, conformément à l'article 43 al. 4 et 5 du droit pénal des mineurs.

**Art. 2** Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 75** II. Vollzugsbehörde

<sup>1</sup> Der Präsident der Kammer ist die Vollzugsbehörde im Sinne des Jugendstrafgesetzes.

<sup>2</sup> Zum Vollzug der Massnahmen und Strafen verfügt er über das Amt.

**Art. 78 Artikelüberschrift und Abs. 1**

V. Begleitung

<sup>1</sup> Das Amt begleitet den Jugendlichen im Sinne von Artikel 29 Abs. 3 des Jugendstrafgesetzes. Der Präsident erteilt ihm die nötigen Weisungen.

**Art. 80 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Vollzugskosten (Unterbringung, Beobachtung, Freiheitsentzug, Obhut, ambulante Behandlung) werden gemäss Artikel 43 Abs. 4 und 5 des Jugendstrafgesetzes vom Jugendlichen und seinen Eltern getragen.

**Art. 2** Inkrafttreten

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.